

Séminaire organisé par la charte de la société civile.

La Corse a-t-elle un avenir méditerranéen ?

Synthèse des interventions.

Programme

Introduction : « **La Méditerranée, pour quoi faire et comment ?** » par Sampiero Sanguinetti (LDH)

1^{ère} tribune : « **Au-delà des slogans, où en sommes-nous d'une vision politique de la Méditerranée ?** » avec François Alfonsi (député européen), Gérard Mortreuil (CFDT), Jacques Orsoni (Corté 96), Jean Guy Talamoni (élu territorial), lecture d'un message d'Emmanuelle De Gentile, conseillère exécutive en charge des questions européennes)

2^{ème} tribune : « **Que pouvons-nous comprendre de certaines expériences prometteuses ?** » avec Pierre Mari (journaliste, réalisateur du magazine Kantara, RCFM), Thierry Pardi (journaliste, rédacteur en chef du magazine Mediterraneo, France 3 Corse-Via Stella), André Fazi (universitaire, représentant l'Université de Corse)

Conclusion par Sampiero Sanguinetti

Sous l'égide de la Charte de la société civile, un séminaire a réuni une soixantaine de personnes le 19 novembre à Corte sur la question de savoir si « la Corse a ou non un avenir méditerranéen ».

Ce séminaire partait du constat que les grandes initiatives inter étatiques (processus de Barcelone et Union pour la Méditerranée) étaient plus ou moins en sommeil, mais que ces échecs temporaires ne devaient pas empêcher une île comme la Corse de poursuivre activement à son niveau un objectif de coopération en Méditerranée. Encore faut-il convaincre les citoyens de la pertinence de cet objectif et de l'intérêt qu'il revêt pour nous.

Neuf intervenants se sont exprimés à l'occasion de deux tables rondes modérées par André Paccou et ponctuées de questions ou d'interventions en provenance de la salle.

Une série de constatations peuvent être tirées de ces deux tables rondes.

1- Le sentiment s'est nettement dégagé de l'ensemble des interventions que la Corse s'inscrivait dans la réalité d'un Sud confronté au Nord. Certains intervenants ont insisté sur l'arrogance du Nord à l'égard du Sud, d'autres sur la montée d'un populisme anti sud, et enfin les troisièmes ont décrit le risque pour ce Sud d'être cantonné au rôle de « bronzodrome » ou de réserve de main d'œuvre à bon marché. Il est intéressant de noter que la plupart des intervenants ont donné le sentiment qu'ils ne se situaient pas dans la logique de deux rives, mais dans celle d'une Méditerranée confrontée au Nord de l'Europe.

- 2- Face à cette problématique, trois attitudes principales ont été proposées.
- Premièrement s'employer à convaincre les européens du fait que la Méditerranée est pour eux aussi un enjeu majeur et qu'il faut abandonner toute attitude frileuse, défensive, de mépris ou d'arrogance.
 - Deuxièmement nouer des liens de solidarité inter méditerranéens pour, dans le domaine social, faire face aux défis qui se présentent ou pour, sur le plan économique, créer des synergies entre partenaires de différentes régions ou de différents pays. L'un des intervenants a même préconisé une recherche commune de solutions nouvelles adaptées à un espace où « le libéralisme tel qu'il est conçu à l'heure actuelle et imposé par le modèle anglo saxon, ne marche pas ».
 - Se battre pour arracher des fragments de souveraineté, pour revendiquer un droit plein et entier à la dignité et pour, dans ce cadre, revendiquer la Méditerranée comme une fierté du Sud face à l'arrogance du Nord. De manière un peu différente, l'un des intervenants a préconisé de « casser l'exclusivité mortifère de la relation à la France ». Enfin un autre intervenant a proposé de concevoir la Méditerranée comme une véritable priorité.
- 3- Des nuances sont apparues dans l'estimation de la situation. L'un des intervenants mettait l'accent sur le rétrécissement des différentiels de développement entre les rives de la Méditerranée et sur la montée en puissance possible des pays du sud de la Méditerranée dans le sillage de ce qu'on appelle les puissances émergentes. Un autre intervenant par contre insistait surtout sur la permanence d'un fossé entre les deux rives et sur les ratées du développement au sud de la Méditerranée.
- 4- Tout le monde semblait d'accord pour dire que même si l'Europe ne réussissait pas à sortir de son positionnement frileux et défensif, une île comme la nôtre devait ignorer cette attitude et assumer pleinement toutes les dimensions de son positionnement géographique pour chercher des synergies en Méditerranée. La Méditerranée est une réalité et une chance pour la Corse. Un intervenant universitaire avait fait remarquer que la Méditerranée était devenue « un objet scientifique à la mode ». Les participants admettaient qu'il serait important de dépasser l'idée de « mode » pour s'engager résolument dans le réel.
- 5- Des exemples d'actions et d'engagements très concrets étaient présentés dans les domaines de l'audiovisuel (en radio et en télévision) et dans le domaine des universités.

Il était proposé en conclusion de poursuivre, dans le cadre de la charte, l'exploration des possibilités d'investissement et de coopération secteur par secteur.

Le rééquilibrage démographique entre Nord et Sud, l'existence d'une masse considérable de populations très jeunes au sud de la Méditerranée, l'effervescence politique et l'appétit de développement, annoncent des changements importants dans les trente ou quarante ans qui viennent. Il convient de se préparer à ces changements pour inscrire la Corse dans cette évolution et en saisir les opportunités.

L'université en premier lieu doit préparer les étudiants à affronter ces données nouvelles. Il faut pour cela développer la connaissance de l'espace méditerranéen dans toutes ses dimensions, développer la connaissance des cultures et des langues en Méditerranée et valoriser quelques filières de référence dans lesquelles la Corse peut devenir pionnière comme l'écologie, l'audiovisuel et l'informatique.

L'audiovisuel est l'un des domaines où quelques professionnels ont déjà largement avancé dans la coopération. Il faut réfléchir à la manière de soutenir une deuxième phase de coopération. L'expérience de la radio RCFM, l'expérience par ailleurs du magazine Méditerranéo en télévision, et l'existence de la chaîne Via Stella sont des atouts sur lesquels il faut s'appuyer.

En matière de transports, il convient de dépasser les schémas communément admis. La Corse comme d'autres îles peut être une étape en Méditerranée. Il convient d'imaginer comment ce statut d'étape pourrait être valorisé. L'exclusivité des liaisons avec le continent français a déjà été partiellement brisée par les compagnies de navigation qui nous relient à l'Italie. Mais l'Afrique du nord reste une destination qui oblige les voyageurs à passer par Marseille. L'association Euro Mediterranea présidée par Jean Casta a, par ailleurs, élaboré le projet de situer la Corse sur le trajet d'un axe de communication Nord Sud en Méditerranée.

En matière d'échanges commerciaux, le premier réflexe est de sous estimer l'avenir de tels échanges compte tenu de la faible population de l'île et de la faiblesse de ses capacités productives. Or pourtant, dans le sens sud-Corse, la Corse a déjà manifesté son intérêt pour le gaz algérien. Et dans le sens Corse-sud, il n'est pas inutile de rappeler que la Corse est un véritable château d'eau et que toutes les études montrent que dans les quarante ans qui viennent l'eau va devenir une ressource extrêmement rare et convoitée. Il serait totalement irresponsable de ne pas se préparer à la maîtrise de cette ressource en vue d'en faire une capacité majeure de ressource pour la Corse.

Sur le plan social, sur le plan du tourisme, sur la question de la pêche, sur le plan de la protection des sites, nous avons des expériences à échanger avec le reste de la Méditerranée pour tirer des leçons, créer des synergies, nouer des solidarités.